



Le spectre de la bombe allemande

Pourquoi il est irresponsable d'évoquer
une nucléarisation de la Bundeswehr

TOBIAS FELLA
Décembre 2018

- Dans les années 50, la sécurité incertaine de l'Allemagne de l'Ouest, qui était dépendante d'une stratégie militaire hésitante des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, poussa le chancelier Konrad Adenauer à envisager de se doter de l'arme atomique, avec l'aide des Français et des Italiens. Si cette idée resta lettre morte, la situation stratégique actuelle de l'Allemagne, six décennies plus tard, semble de nouveau fragile, comme en attestent les signaux américains négatifs au sujet de la garantie de sécurité de l'OTAN ou la course à la modernisation des arsenaux nucléaires dans le monde.
- Pour compenser l'affaiblissement de la solidarité occidentale, l'idée d'une nucléarisation de la Bundeswehr refait surface, notamment sous la plume du politologue Christian Hacke. Produit de l'anticipation de menaces potentielles telles que les cyber-attaques, la baisse du seuil d'engagement des armes nucléaires ou la mise au point de missiles hypersoniques, cette perspective soulève des questions terrifiantes, comme celles des circonstances, des moyens et des critères de l'utilisation allemande de la bombe nucléaire.
- L'armement nucléaire de l'Allemagne ne doit en aucun cas aboutir. Il constituerait un signal désastreux et signerait le retour de la « question allemande » sur la scène internationale. Pour répondre au besoin de sécurité allemand, des avancées au deçà du seuil nucléaire sont tout à fait envisageables, tels que l'accroissement des efforts déployés en matière de dissuasion conventionnelle ou la relance d'un dialogue avec les partenaires européens sur la stabilité stratégique. La bombe nucléaire allemande provoquerait l'instabilité multipolaire. Elle n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne.

Dans l'imaginaire allemand d'après-guerre, Konrad Adenauer représente l'ancrage à l'Ouest et une confiance aveugle dans les Etats-Unis. Et pourtant, il n'aimait pas s'en remettre à la protection nucléaire des Américains. Lors d'un Conseil des ministres de décembre 1956, le Chancelier plaida donc pour que la Bundeswehr se dote de l'arme atomique ; soit de façon autonome, soit, dans l'idéal, avec les Français et les Italiens, et si nécessaire à l'insu des Etats-Unis d'Amérique. Les accords de Paris par lesquels on venait de renoncer aux armes de destruction massive ne semblaient constituer en rien un obstacle. Le renoncement proclamé à la production de telles armes ne concernait que le territoire allemand, indiquait-on alors côté français.

Pour Konrad Adenauer et son ministre de la Défense Franz-Joseph Strauss, la situation en matière de sécurité avait rapidement évolué au cours des années 1950. Selon une rumeur ayant cours pendant l'été 1956, les Britanniques souhaitaient réduire leur présence militaire en Allemagne. En outre, pour des raisons de coûts, les Etats-Unis souhaitaient retirer leurs propres soldats d'Europe. Plutôt que de sacrifier la prochaine génération de fermiers de l'Iowa sur les champs de bataille d'Europe centrale, en cas de guerre, on envisageait de stopper l'avancée de l'Armée rouge par le feu nucléaire. C'était d'ailleurs l'option la moins onéreuse, à en croire notamment l'Amiral américain Radford. Puis vint s'ajouter à cela le choc du vol de Spoutnik en octobre 1957 : les Soviétiques avaient lancé un satellite dans l'espace. L'Amérique devenait accessible à leurs missiles nucléaires. L'aura conférée aux Américains par leur invincibilité appartenait désormais au passé.

Dans une telle situation, les Américains défendraient-ils l'Europe de l'Ouest, au prix des ravages d'une attaque nucléaire ? Bonn et Berlin étaient-elles aussi précieuses à leurs yeux que New York ou Boston ? Et où devraient démarrer les lignes de défense, à la frontière interallemande, ou sur le Rhin ? N'était-il pas préférable pour ménager ses ressources de mener une guerre atomique restreinte, limitée au seul territoire de l'Allemagne ? Il ne fallait pas en arriver là, disait-on notamment en Allemagne de l'Ouest. Doter Bonn de la bombe atomique semblait ainsi constituer une issue possible au dilemme. Et Paris allait apporter son soutien, après l'humiliation que lui avaient infligée les Etats-Unis dans la crise du Canal de Suez – la France n'était alors pas encore une puissance nucléaire.

On le sait, cette idée n'a débouché sur rien. La Guerre d'Algérie et le Général de Gaulle ont fait obstacle au projet. La France est devenue seule une puissance nucléaire, et la République Fédérale a dû se contenter du « partage nucléaire », et à défaut de pouvoir détenir l'arme nucléaire, elle fut autorisée à l'utiliser avec l'aval des Etats-Unis et de l'OTAN. On peut lire dans les mémoires de Franz-Joseph Strauss ce qu'il en pensait : « On laisse le petit guignol souffler dans sa trompette d'enfant à côté de la fanfare militaire, et on lui fait croire qu'il est le tambour-major ». Au ministère allemand des Affaires Etrangères, en revanche, ce fût le soulagement : on évitait des conséquences politiques désastreuses, au moins pour un moment.

Aujourd'hui, près de six décennies plus tard, Constanze Stelzenmüller, du think tank Brookings Institution à Washington, relève le « pire dilemme de la politique allemande de sécurité depuis les années 1950 ». A l'Ouest, Donald Trump clame que « la paix ne passe que par la puissance », y compris à travers l'arme nucléaire. A l'Est, Vladimir Putin annonce « des systèmes d'arme révolutionnaires », capables d'emporter des ogives nucléaires en n'importe quel point du globe, « en faisant fi de tous les systèmes de défense ». Et l'Allemagne est prise entre les deux.

Aujourd'hui encore, la solidarité occidentale est remise en question. La puissance nucléaire britannique ne se contente pas simplement de rappeler ses troupes, cette fois-ci, elle quitte l'Union européenne ; tandis que la dissuasion nucléaire française continue de se concevoir d'abord dans une perspective nationale, et que la garantie de soutien de l'OTAN vacille. Pour la Maison Blanche, la faute en incombe aux Allemands, qui ne dépenseraient pas assez pour leur défense et feraient cause commune avec Moscou sur le projet de pipeline Nord Stream 2. Et comme si cela ne suffisait pas, les régimes de contrôle des armements et de non-prolifération sont en crise, et les pays dotés de l'arme nucléaire modernisent leurs arsenaux. Comme en 1953 avec le canon « Atomic Annie », qui pouvait lancer des obus nucléaires en territoire ennemi à une distance de 29 kilomètres, des systèmes d'armes plus précis, de moindre puissance, pourraient abaisser le seuil d'engagement des armes nucléaires, et consolider ainsi les « points faibles » des lignes de défense.



Pour couronner le tout, les Etats-Unis, entre autres, travaillent à la mise au point de missiles hypersoniques, si rapides qu'ils rendent impossible toute défense efficace contre leurs attaques. Alors que Donald Trump proclame en outre la création d'une « force spatiale », et que les systèmes d'alerte précoce sont constamment sous la menace de cyber-attaques, le principe de la « destruction réciproque assurée » qui prévalait pendant la Guerre froide, le credo selon lequel « celui qui tire le premier meurt le deuxième », apparaissent soudain à nouveau comme des facteurs de stabilité.

Allons-nous vers un monde pire que celui de 1957 ? N'avons-nous pas cette fois-ci véritablement atteint dans les relations internationales un « point de non-retour » qui nécessite de disposer d'armes nucléaires ? Sinon, comment allons-nous pouvoir nous défendre, si nous ne pouvons compter sur personne ? La variante tactique de l'arme nucléaire, au moins, n'est-elle, comme le considérait à l'époque le Chancelier Adenauer, « rien d'autre qu'une prolongation (inéluçtable) de l'artillerie » ? Cette fois-ci, il nous faut la bombe, y compris pour l'Allemagne ! C'est ce que revendique le politologue Christian Hacke dans le quotidien die Welt.

Mais comment faut-il s'imaginer cela ? Il faudrait tout d'abord revenir sur la sortie de l'énergie nucléaire décidée en 2011, un obstacle que l'on n'avait pas à surmonter dans les années 1950. En dehors de cette considération, l'Allemagne pourrait fabriquer la bombe. A travers URENCO, elle est déjà aujourd'hui leader mondial de l'enrichissement de l'uranium. Mais au plan stratégique se poseraient alors des questions autrement plus complexes : dans quelles circonstances faudrait-il employer les bombes atomiques, pour et contre qui ? Comment seraient-elles transportées jusqu'à leur cible ? Sur terre, par la mer, ou dans les airs ? Développerait-on des armes nucléaires tactiques, pour pouvoir réagir de manière souple et graduée, par exemple en cas d'attaque nucléaire restreinte contre un porte-avion croisant en mer Baltique – un porte-avion allemand qui existerait probablement déjà dans un tel scénario ? Selon quels critères sacrifierait-on des vies, des villes entières pour en sauver d'autres ? Berlin contre Varsovie ? A qui de trancher ?

Toutes ces questions sont terrifiantes. Pourtant, dans tous les Etats dotés d'armes nucléaires, on y répond, hier comme aujourd'hui. Il est donc important d'en avoir conscience, non pas que l'on approuve leur bien-fondé,

mais parce qu'elles sont essentielles pour bien se comprendre.

En tout cas, ce débat montre bien que l'armement nucléaire de l'Allemagne constituerait un signal désastreux, une rupture flagrante avec une identité d'après-guerre arrachée de haute lutte, et qui passe aussi par le renoncement aux armes NBC – nucléaires, bactériologiques et chimiques. La « question allemande » ferait alors son grand retour sur la scène internationale. En effet, le pays qui s'apprêterait à faire le grand bond vers la nucléarisation, vers l'hégémonie sans partage sur l'Europe, ne serait pas n'importe quel pays, mais un pays qui, ces derniers temps, ne fait pas que des heureux, notamment par ses choix en matière d'austérité ou d'immigration.

C'est aussi pour cela que cette tentative d'accéder à l'arme nucléaire ne doit pas davantage aboutir aujourd'hui qu'hier. On peut tout à fait envisager des avancées bien en deçà du seuil nucléaire : qu'il s'agisse d'accroître les efforts déployés en matière de dissuasion conventionnelle ou de promouvoir le dialogue avec les partenaires de l'Allemagne, européens et autres, sur ce que signifie aujourd'hui la stabilité stratégique. Et on peut aussi relancer le contrôle des armements et le désarmement. Bien sûr, tout ceci ne constitue pas une panacée, et ne peut pas non plus fonctionner si l'Allemagne agit seule. Mais le remède alternatif ne peut en aucun cas consister pour l'Allemagne à construire sa propre bombe.

Si nous nous engageons malgré tout sur cette voie, comme le remarquait récemment Wolfgang Ischinger, le président de la Conférence sur la sécurité de Munich, cela reviendrait à « nous placer nous-même en échec et mat » ! – et avec nous l'OTAN et le processus d'intégration européen. En résumé : nous nous ferions du tort et nous enclencherions la mise en place de contre-puissances qui ramèneraient le continent européen à l'instabilité multipolaire. Plus que tous les autres, les réalistes comme Christian Hacke, qui n'ont de cesse de prôner en toute circonstance une politique étrangère guidée par nos intérêts et notre puissance, devraient le savoir : la nucléarisation de la Bundeswehr n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne.

Konrad Adenauer décrivait le traité de 1967 sur la non-prolifération des armes nucléaires comme un « plan Morgenthau au carré », en référence aux réflexions américaines visant à transformer l'Allemagne en pays exclu-



sivement agricole après la Seconde Guerre mondiale. De même, « le Vieux » n'avait guère de sympathie pour les alliances telles que « Kampf dem Atomtod » (Sus à la mort atomique), qui réunissait à l'époque des représentants des églises, des syndicats et de l'opposition sociale-démocrate; et ne parlons même pas de ce qu'il pensait des 18 physiciens nucléaires allemands qui l'avaient mis instamment en garde contre le péril nucléaire dans leur « manifeste de Göttingen » en 1957! Jusqu'à la fin de sa vie, Adenauer a jugé que la République fédérale se devait d'envisager une option nucléaire. Une conviction aussi dangereuse à l'époque qu'aujourd'hui.

Cet article est paru sous le titre

« Atommacht Deutschland! Und dann? »

(L'Allemagne puissance nucléaire! Et ensuite?)

en version abrégée le 9 août 2018 dans le

Tagesspiegel.



L'auteur

Tobias Fella est responsable des questions de politique extérieure et de sécurité au sein du département d'analyse politique de la Fondation Friedrich-Ebert à Berlin. Il a été chargé de projets à la Hertie School of Governance à Berlin. Il est également chercheur à l'Université Humboldt de Berlin et étudie notamment les débats sur le déclin des Etats-Unis d'Amérique.

Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96
www.fesparis.org

Contact:
fes@fesparis.org

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Allmendinger, Björn

Allemagne: comment l'extrême droite infiltre le monde du travail

Conséquences de la mobilisation et des succès électoraux de l'extrême droite sur les instances de représentation des salariés en Allemagne

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14793.pdf>

Altissimo, Alice; Herz, Andreas; Schröder, Wolfgang

La mobilité des jeunes.

Un moyen de renforcer la société civile en Europe

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14718.pdf>

Daubner, Lukas

Le positionnement politique des jeunes en Allemagne

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14717.pdf>

Schulze, Bodo; Wulf, Herbert

Penser la sécurité de demain

Plaidoyer pour un nouveau mot d'ordre européen pour la politique de paix et de sécurité

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14463.pdf>

Steinhilber, Jochen

A la recherche d'un sentiment d'appartenance

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14441.pdf>

Saxer, Marc

Pour un patriotisme progressiste

Où comment les progressistes devraient se réapproprié le concept de patriotisme

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14372-20180418.pdf>

Betzelt, Sigrid; Bode, Ingo

Peur sur l'Etat-providence

Causes et conséquences

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14331.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.